



Contre la réforme des retraites, contre Macron, Les 19 et 21 janvier, démarrons la mobilisation générale !

Élisabeth Borne a présenté la réforme des retraites prévues par Macron, qui sans surprise sera désastreuse pour le monde du travail : report de l'âge de départ à 64 ans (au lieu de 62 actuellement), avec une augmentation du nombre d'années de cotisations pour avoir droit à une pension à taux plein (43 ans de cotisation au lieu de 42 actuellement). La logique est toujours la même : nous tuer au travail (l'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans en France...) et baisser le montant des pensions. **Ça suffit ! Depuis des années, leurs réformes des retraites sont injustes. Il faut stopper cette nouvelle attaque, et revenir à la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités.**

Ils volent aux pauvres pour donner aux riches
La réforme des retraites est une façon de diminuer les richesses qui reviennent aux salariéEs pour les transférer au grand patronat : le gouvernement l'a avoué, il veut s'en servir pour réduire drastiquement l'impôt sur les sociétés.

Nous refusons que l'argent des cotisations retraites soit transféré aux entreprises. Les entreprises du CAC40 ont justement donné à leurs actionnaires 80,1 milliards d'euros en 2022 ! Elles n'ont pas besoin de notre argent, et les exonérations de cotisations octroyées au patronat (64 milliards selon une récente étude de chercheurs de Lille) doivent être arrêtées pour renflouer les caisses de la Sécu.

Augmentation de tous les revenus !

Manifestement, Macron veut à tout prix nous faire payer la crise économique, en faisant baisser nos revenus. Avec une inflation de + 14,6 % sur les produits du quotidien (allant jusqu'à 25 voire 33 % sur certains produits), sans compter l'énergie, nous sommes des millions à être pris à la gorge.

Il faut augmenter tous les revenus (que ce soient les salaires, les retraites, les indemnités chômage et autres allocations) de 400 euros, pour pouvoir faire face à cette augmentation des prix. Ces revenus doivent aussi être indexés sur les prix des produits de première nécessité, car quand les prix augmentent, l'ensemble de nos revenus doit suivre. Enfin, le revenu minimum doit être élevé à 1800 euros nets

Orléans le 14-01-2023

Faisons face à Macron et son monde

En nous attaquant, le gouvernement et le patronat veulent vider nos poches, et espèrent nous mettre la tête sous l'eau. Ils font le pari que les réactions, en particulier syndicales, seront faibles, pour pouvoir passer en vitesse au vote à l'Assemblée nationale en s'appuyant sur la droite LR.

De notre côté, nous souhaitons que cette attaque serve de déclencheur pour porter l'ensemble de nos colères : les salaires et tous les revenus trop bas, les conditions de travail qui se dégradent, les services publics qui se décomposent (à commencer par celui de la santé), les prix qui augmentent dans les transports publics. À l'occasion de cette bataille des retraites, nous avons la possibilité d'exprimer notre rejet de Macron et de ce gouvernement illégitime, pour que les exploitéEs et les oppriméEs prennent leurs affaires en main, pour se débarrasser de cette société capitaliste.

Mobilisation générale !

La semaine prochaine marquera le début de la bataille des retraites. Le mardi 17 janvier, les personnels de l'éducation seront en grève pour des embauches et pour défendre les retraites. Le jeudi 19 janvier aura lieu la première journée de grève et de manifestation à l'appel des organisations syndicales. Le samedi 21 janvier, une manifestation nationale se tiendra à Paris (14h, Bastille), à l'appel en particulier de plusieurs organisations de jeunesse.

Pour gagner, il va falloir construire un mouvement d'ensemble : nous mobiliser sur nos lieux de travail et d'études, dans nos quartiers, dans la jeunesse, pour manifester, nous organiser en assemblées générales et en coordinations interprofessionnelles, pour construire une grève dans la durée et des manifestations de masse afin de faire reculer le pouvoir.

MANIFESTATIONS :

**ORLEANS : 10h30, parvis de la Cathédrale
MONTARGIS : 10h30, place du Pâtis GIEN : 10h, place Jean Jaurès PITHIVIERS : 10h30, devant la sous-préfecture
BEAUGENCY : 10h30, parking des Chaussées (avenue des Chaussées**

TOUT AUGMENTE ! SAUF NOTRE POUVOIR D'ACHAT...

Le dernier trimestre de 2022 a été marqué par des grèves pour des augmentations de salaires, en cause, une inflation qui ruine le budget de tout un chacun.

Même si les salariéEs ne demandaient que le rattrapage dû à la perte du pouvoir d'achat, les patrons se refusaient à toutes les augmentations salariales, se retranchant derrière les futures Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) de 2023.

La NAO jouant pleinement son rôle d'instrument de « dialogue social » à l'avantage des patrons. Les salariéEs sont enferméEs dans un accord annuel derrière lequel le patronat se retranche pour refuser toute augmentation aidé en cela par l'annonce officielle d'une inflation à 5,2% en 2022 !

Imposer des augmentations qui garantissent notre pouvoir d'achat !

Ces accords sont revus chaque année, nous arrivons donc à la période des négociations, les patrons qui demandaient d'attendre les NAO, devront y répondre.

Mais négocier à froid comme nous le proposent certains syndicats, c'est la garantie de nouvelles déconvenues pour nos revenus, voire d'une nouvelle perte de pouvoir d'achat.

C'est accompagné des salariéEs mobiliséEs que ces « négociations » doivent se faire, préparons-nous par des assemblées

générales, pour élaborer nos revendications, faire comprendre au patronat qu'on est là attentifs et mobilisés.

Nous sommes tous concernés !

Les salaires ne sont en rien responsables de l'inflation car ils sont bloqués depuis des années. Il faut plutôt aller voir du côté du patronat qui revendique des profits historiques. Les gros patrons du CAC 40, les actionnaires eux, tranquillement, continuent à s'engraisser, et ceux qui créent la richesse doivent se serrer la ceinture.

Les prix vont continuer à exploser, pour l'électricité et le gaz on annonce 15% d'augmentation. Les salaires vont stagner si on laisse le patronat et le gouvernement faire.

Trop c'est trop !

Alors que le ressenti par la population que rien ne fonctionne dans le pays, l'école sans profs, l'hôpital qui s'effondre, etc.

Nous allons être beaucoup d'entre nous à choisir entre payer ses factures d'électricité et de gaz ou donner à manger à sa famille.

Dès aujourd'hui, les syndicats doivent centraliser, coordonner les usines en luttes autour de revendications unifiantes : SMIC à 1.800 euros nets, augmentation des salaires d'au moins 400 euros, indexation des salaires sur les prix.

PAS DE REVOLUTION SANS FEMINISME

MEETING DU NPA 45

Avec AURORE KOEHLIN

SAMEDI 18 FEVRIER

15h, Salle des Chats Ferrés, Orléans

